



Non aux suppressions de postes dans l'Éducation Nationale

La présentation des moyens 2026 par l'administration et le ministre a confirmé l'austérité budgétaire assumée et les chiffres avancés par le gouvernement lors des discussions au Parlement. Alors que le nombre d'élèves scolarisé·es poursuit sa chute, le ministère maintient sa sinistre politique comptable concernant les postes d'enseignant·es en supprimant à nouveau 4032 postes d'enseignant·es en 2026 (2229 dans le 1^{er} degré et 1803 dans le 2nd degré).

166 postes sont supprimés dans l'académie de Dijon : 81 postes de professeur·es des écoles dans le 1^{er} degré et 83 postes d'enseignant·es dans le 2nd degré ainsi que 2 postes administratifs.

Plutôt que de transformer la baisse démographique en opportunité pour diminuer les effectifs de classe, le gouvernement en profite pour réduire les moyens pour l'École.

Nous exigeons un service public de qualité, pour les élèves et les personnels, la baisse des effectifs des classes ainsi que la revalorisation du point d'indice.

De plus, nous regrettons le manque d'investissement massif dans les Vies scolaires afin de veiller au climat scolaire, dans un moment où les incidents qui touchent nos établissements (Champollion, Rameau, les Lentillères) illustrent bien le mal-être de nos élèves. Malgré la création de 1700 postes d'AESH au niveau national, nous dénonçons les conditions de travail précaires de ces personnels.

Nous dénonçons donc l'hypocrisie d'un ministère qui salue l'indispensable nécessité de tous ces emplois (AESH et AEd), mais qui maintient leur insuffisant nombre et leur caractère précaire faute de création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour ces métiers.

L'intersyndicale a prévu de se retrouver dans les prochains jours, nous y porterons une journée de mobilisation le *mercredi 25 février* comme le souhaite une partie de notre base, date de remontée des DHG au rectorat. Cette mobilisation devra être massive, inter bahut, afin de faire reculer les logiques d'économies budgétaires.

Il est temps de mettre les moyens pour une École émancipatrice, réellement inclusive et égalitaire.